

Nouvelles locales des mardi 26 et mercredi 27 novembre 2013

@rib News, 27/11/2013 | Politique- L'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya (photo) demande plus de prudence et de sagesse dans la révision de la constitution du Burundi. Il estime que le dialogue entre le gouvernement et les partis politiques de l'opposition, les confessions religieuses et les organisations de la société civile devrait être initié puisque c'est l'héritage que les Burundais ont eu d'Arusha. Il trouve que le Burundi appartient au monde et que Arusha avait une tendance unificatrice. Il demande de mener une évaluation de tout accord afin de constater ce qu'il faut changer dans la constitution. S'exprimant sur les manifestations que l'ADC-Ikibiri pourra organiser, il trouve que la constitution ne l'interdit pas mais que ce n'est pas la solution au problème. Il se dit pourtant confiant que les institutions en place ne vont pas laisser que les choses arrivent et qu'au contraire une solution sera proposée.

[isanganiro] - Les groupes parlementaires Uprona et Sahwanya Frodebu Nyakuri ainsi que les députés Batwa ont adressé une correspondance au président de l'Assemblée nationale pour lui demander de faire retourner au gouvernement le projet de loi portant modification de certains articles de la constitution du Burundi. Selon cette correspondance, ledit projet de loi viole les accords d'Arusha et ces députés constatent que personne ne peut se passer de ces accords en s'appuyant sur la majorité qu'il a dans les instances de prise de décision. Ils estiment que seule une révision dans le but de conformer le système des finances du Burundi à ceux des autres pays de la communauté est-africaine ainsi qu'une révision dans le sens de bien préparer les élections de 2015 sont possibles. Ils demandent ainsi le retrait de ce projet de loi afin qu'il soit rediscuté conformément aux accords d'Arusha. Le député Bonaventure Gasutwa constate en outre que le gouvernement a mal pensé cette révision qui a été discutée au conseil des ministres au moment où le parti Uprona avait retiré sans confiance à l'annonce Sinunguruza et qui n'avait pas par conséquent la force nécessaire pour faire entendre sa voix.

[rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]- Le FORSC demande aux politiciens burundais de se comporter d'une manière humble et de ne pas défendre leurs propres intérêts lors de l'atelier d'évaluation de la feuille de route prévue depuis ce moment. Le porte-parole de ce forum trouve qu'au moment où des massacres ont eu lieu dans le pays et que les auteurs n'ont pas encore été identifiés, il est difficile de confier à un seul parti politique la gestion du pays et trouve qu'au contraire, personne ne devrait dicter sa loi. Gertrude Kazoviyo estime que cet atelier produira un effet positif dans la classe politique burundaise. [bonesha]- Ouverture ce mercredi à Bujumbura d'un atelier d'évaluation de la feuille de route convenue entre les politiciens au mois de mars. Dans son mot d'ouverture, le premier vice-président de la République a annoncé que le gouvernement va ouvrir un cadre de dialogue où tous les acteurs de la vie nationale pourront s'exprimer dans le but de la révision de la constitution. Bernard Busokoza fait savoir que ce cadre de dialogue inclura toute personne ayant quelque chose à donner comme contribution. Le représentant du secrétaire général des Nations Unies est confiant que cet atelier va donner de bons résultats. Parfait Onanga Anyanga demande en outre aux politiciens présents dans cet atelier de faire preuve de retenue dans leurs propos et leurs actes. Il demande aussi la sensibilisation des jeunes affiliés aux partis politiques afin qu'ils respectent les droits de l'homme et la tolérance politique.

[rpa/rtnb/bonesha/isanganiro/rtr]- Le président du parti Sahwanya Frodebu est lui aussi confiant sur la tenue de cet atelier et surtout sur les déclarations du premier vice-président de la République. L'once Ngendakumana trouve que ce langage signifie que le projet de loi va être retiré de l'Assemblée nationale afin que les acteurs de la vie nationale donnent leurs observations sur les articles à modifier. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]- Rwaswa Agathon trouve quant à lui que le dialogue ne peut pas être relégué au dernier plan dans la société comme la nuit. Selon lui, le pays appartient à tout le monde et personne n'a le droit de dicter ce qu'il veut sous prétexte de la majorité dont il dispose. Il apprécie ainsi la décision du gouvernement de privilégier la dialogue et demande que la parole soit libérée à l'acte et surtout que les discussions aboutissent à un compromis qui sera appliqué. [rtr/bonesha]- Le président du parti MSD quant à lui n'est pas confiant des résultats de cet atelier. Alexis Sinduhije trouve pourtant que ce sont les Burundais qui devront se faire des mauvais dirigeants. Selon lui, les membres de son parti sont tués, emprisonnés, contraints à s'exiler et cela va cesser par la prise de conscience de la part de la population. Il voit que le pays est plongé dans une misère suite à une mauvaise gouvernance de la part du pouvoir en place et que cela devrait changer. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro]- Le président du parti CNDD-FDD estime qu'il n'y a aucun mal que des idées issues d'ici et de là soient intégrées dans le projet de la constitution. Selon Pascal Nyabenda, l'article 297 de la présente constitution qui donne au président de la République le droit de demander au parlement la modification de certains articles de la constitution doit rester garanti.

[rpa/rtnb/bonesha/isanganiro] - Un drapeau du parti Uprona a été arraché la nuit de ce mardi sur la colline Giteranyi de la même commune dans la province de Muyinga. Selon le représentant de ce parti dans cette commune, plus de 13 drapeaux ont été arrachés et volés dans cette commune depuis le début de l'année en cours. Les responsables administratifs à la base affirment qu'ils travaillent dans le but de trouver les causes et les auteurs de ces actes d'intolérance politique. [rpa]

| SĂcuritĂ - Questions orales ce mercredi matin du ministre de la sĂcuritĂ publique et de la dĂfense et des anciens combattants Ă l'Assemblée nationale. A la question de savoir les stratégies prises afin de barrer la route aux terroristes, le ministre Gabriel Nizigama a répondu qu'une brigade spéciale anti-terroriste a été créée qu'elle est en train de suivre une formation. Concernant le respect des équilibres de genre, d'ethnie et de région dans les deux corps, le ministre Pontien Gacyubwenge a affirmé que le processus continue même s'il n'a pas encore atteint le niveau culminant. Le ministre de la sĂcuritĂ publique a affirmé quant à lui qu'il faudrait actualiser les chiffres afin de se rendre compte de l'évolution de la situation. Il a en outre lui aussi ajouté que le processus continue positivement.

S'expliquant sur la situation qui prévaut au site des déplacés de Ruhororo, le ministre de la sĂcuritĂ publique a précisé que son ministère ne peut pas laisser les déplacés agir en toute impunité. Selon lui, ceux qui se rendent coupables des agissements doivent être punis tout en ajoutant qu'il y aurait des politiciens qui manipulent ces déplacés. Il a profité de cette occasion pour lancer un cri à tous les politiciens de mener un encadrement responsable vis-à-vis des jeunes dont le comportement risque de compromettre la bonne tenue des élections de 2015. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]- La police a

encercle le matin de ce mardi le site des déplacés de Ruhororo. Selon des sources sur place, elle avait l'intention d'arrêter les promoteurs des révoltes des déplacés qui ont occasionné le blocage de la route Ngozi-Gitega ce lundi. Les jeunes Imbonerakure ont même aidé dans l'arrestation d'une vingtaine de personnes de ce site. Ensuite, le véhicule du commissaire de la police dans la région nord du pays a été bloqué alors qu'Eustache Ntagahoraho voulait évacuer Ngozi ceux qui avaient été arrêtés. La situation est normalisée vers le soir de ce mardi, mais les personnes arrêtées ont été transmises au commissariat de la police à Ngozi et au commissariat de la police judiciaire de la même province. Selon le gouverneur de la province Ngozi, cette situation est due en grande partie aux jeunes. Affirmant que personne ne va rentrer chez lui par force, Claude Nahayo trouve qu'il y a des déplacés qui interdisent aux autres de rentrer sur les collines. Il annonce que les stabilisateurs seront punis conformément à la loi. Il ajoute aussi que ceux qui ne veulent pas rentrer seront casés dans des villages de paix afin de restituer aux propriétaires les terres que ces déplacés occupent. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]- La situation était relativement calme dans la matinée de ce mercredi dans ce site de Ruhororo. Les déplacés étaient devant leurs maisons et le désespoir se lisait sur leurs visages. Ils demandent le relâchement des leurs qui ont été incarcérés et le rétablissement de leur sécurité. Malgré ce calme, les activités étaient toujours paralysées et même les écoles n'ont pas fonctionné. Les déplacés font savoir qu'ils ont peur de leurs champs par peur des Imbonerakure qui auraient promis de les attaquer s'ils s'y rendent. Le gouverneur de la province de Ngozi et le commissaire de la police dans la région du nord du pays avaient prévu de se rendre dans ce site dans l'après-midi de ce mercredi afin de tranquilliser les déplacés. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]- Le député Bonave Niyoyankana qui suit de près la situation au camp des réfugiés de Ruhororo trouve que la situation qui prévaut dans ce site est imputable au parti CNDD-FDD. Selon lui, il y a une main invisible du parti CNDD-FDD dans tout ce qui se passe dans ce site et les Imbonerakure sont les doigts de cette main puisqu'en tenue policière, ils agissent comme ils veulent lors des arrestations des déplacés. Il trouve que le parti au pouvoir veut forcer les déplacés à rentrer alors qu'une commission mise en place par le ministre de la solidarité nationale a estimé que plus de 80% de ces déplacés ne peuvent pas rentrer sur leurs collines d'origine à cause des problèmes de sécurité. [rpa] Justice - Suite et fin ce mardi l'audience publique à la cour d'appel de Bujumbura dans l'affaire des massacres de Gatumba de septembre 2011, les prévenus ont plaidé non coupables et ont exigé à la cour de faire comparaître certaines personnes comme Désiré Uwamahoro dit Ndakugarika, Kazungu du SNR ainsi que Nzarabu qui est à la prison de Rumonge dans des circonstances non encore élucidées jusqu'à présent. L'affaire a été prise en libération et la sentence sera rendue dans 1 mois. Les avocats de la défense n'ont pas grand-chose de cette affaire puisque selon eux, la cour ne veut pas chercher la vérité sur ces massacres. Ils trouvent qu'elle se concentre sur des innocents alors que les vrais auteurs se baladent dans les rues sans inquiétude à la grande stupeur de tout le monde. Cependant, certains observateurs voient que le juge Léopold Kabura qui était représentant du ministre public, donc principal accusateur en première instance de ce procès et qui avait été vainement accusé par la défense en appel, devrait se consacrer lui-même pour sa conscience tranquille [rpa/rtnb/rtr]